



## Débat d'orientation des finances publiques 2020

Albéric de Montgolfier, rapporteur général  
Commission des finances  
Mercredi 10 juillet 2019



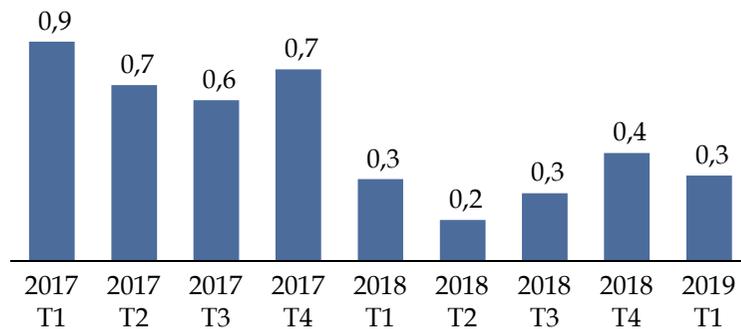


**Un scénario de croissance  
qui demeure crédible**

## La croissance s'est limitée à 0,3 % au premier trimestre 2019 et pourrait être pénalisée par la faiblesse du commerce mondial

### Croissance trimestrielle du produit intérieur brut (PIB)

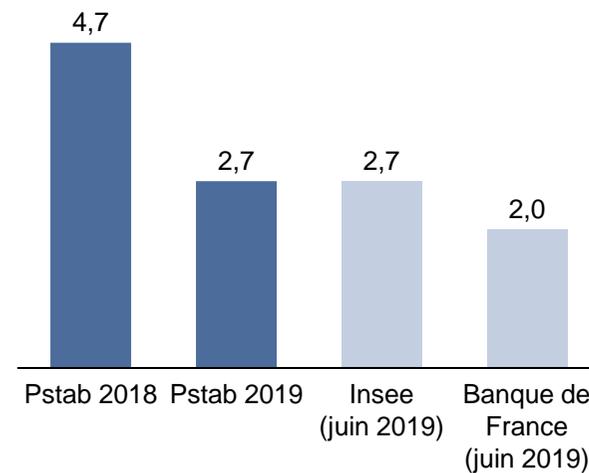
(taux d'évolution en volume)



Source : commission des finances du Sénat (d'après les données d'exécution de l'Insee)

### Évolution de la prévision de demande adressée à la France en 2019

(taux d'évolution en volume)

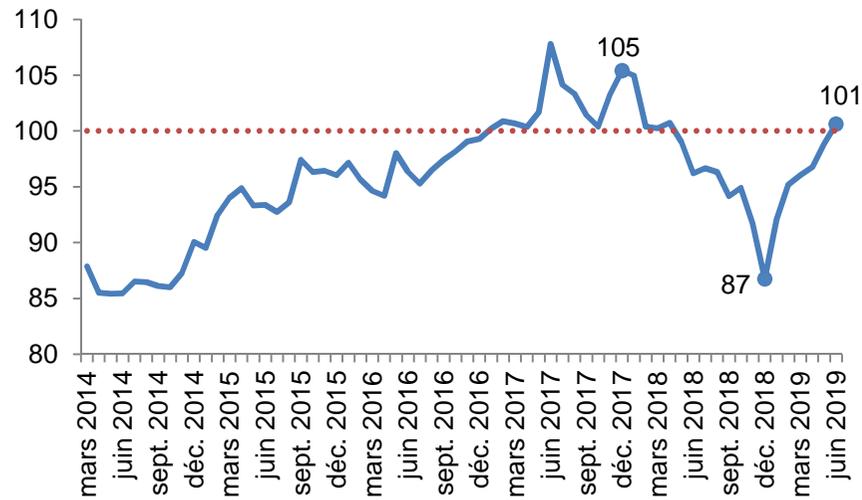


Source : commission des finances du Sénat (d'après les données d'exécution de l'Insee)

## Les dernières enquêtes de conjoncture sont toutefois bien orientées

### Indicateur synthétique de confiance des ménages en France

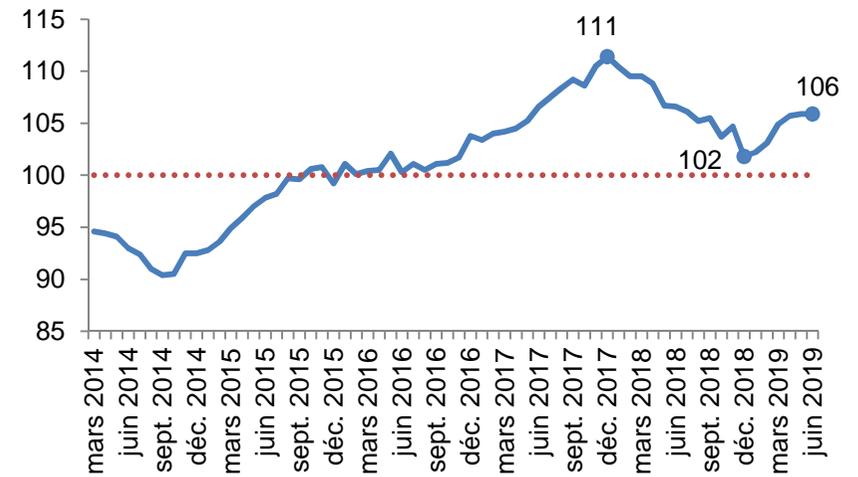
(indicateur normalisé de moyenne 100 et d'écart-type 10)



Source : commission des finances du Sénat (d'après les données de l'Insee)

### Indicateur du climat des affaires en France

(indicateur normalisé de moyenne 100 et d'écart-type 10)

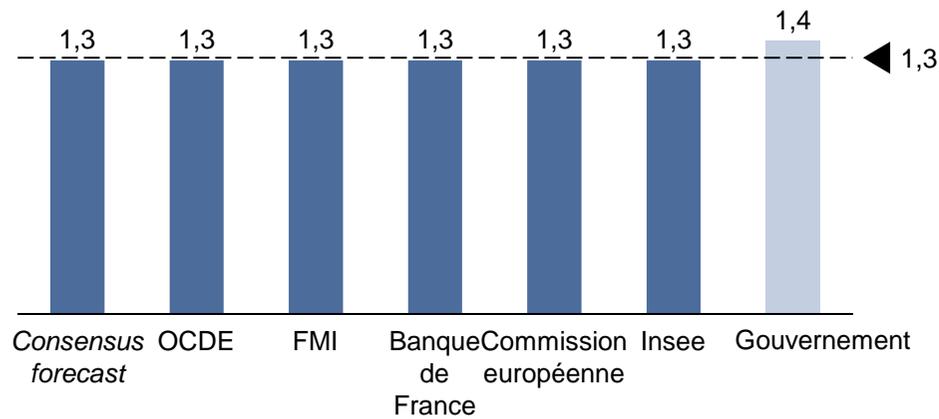


Source : commission des finances du Sénat (d'après les données de l'Insee)

## Inchangé, le scénario de croissance du Gouvernement reste crédible

### Comparaison des prévisions de croissance pour l'année 2019

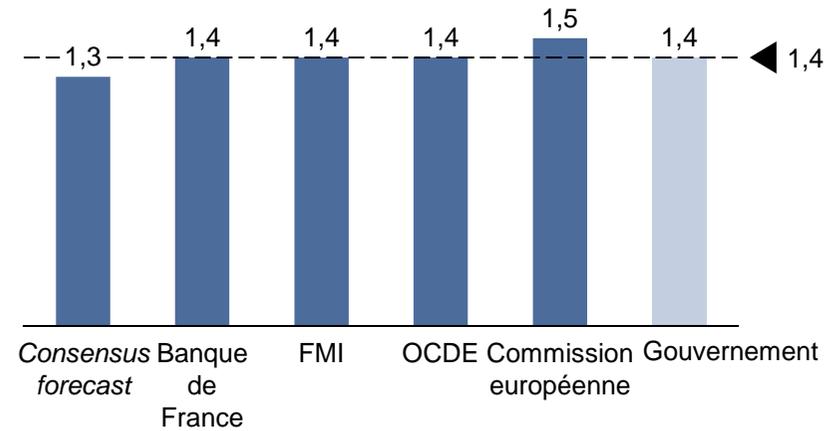
(taux d'évolution du PIB en volume)



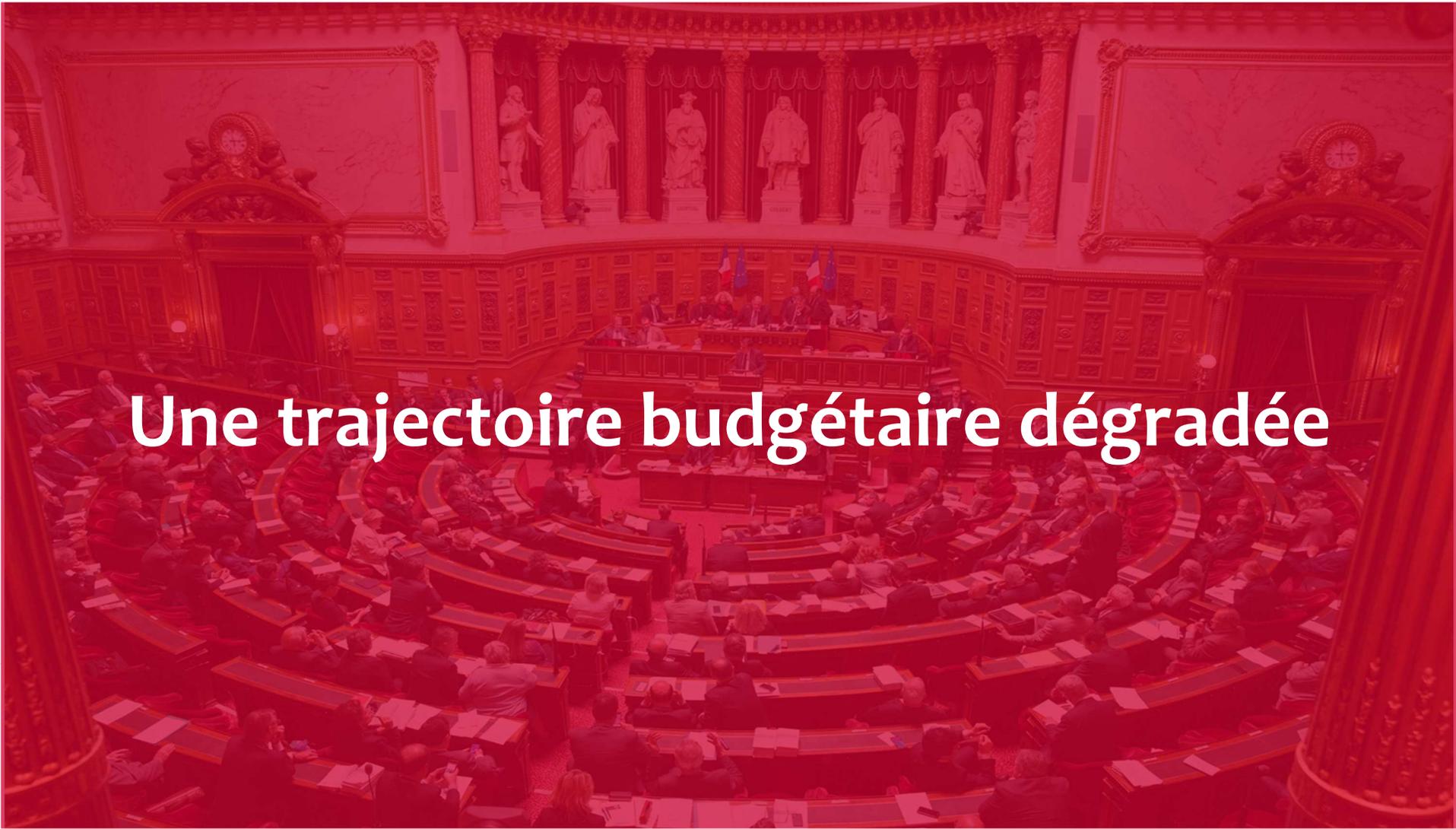
Source : commission des finances du Sénat

### Comparaison des prévisions de croissance pour l'année 2020

(taux d'évolution du PIB en volume)



Source : commission des finances du Sénat



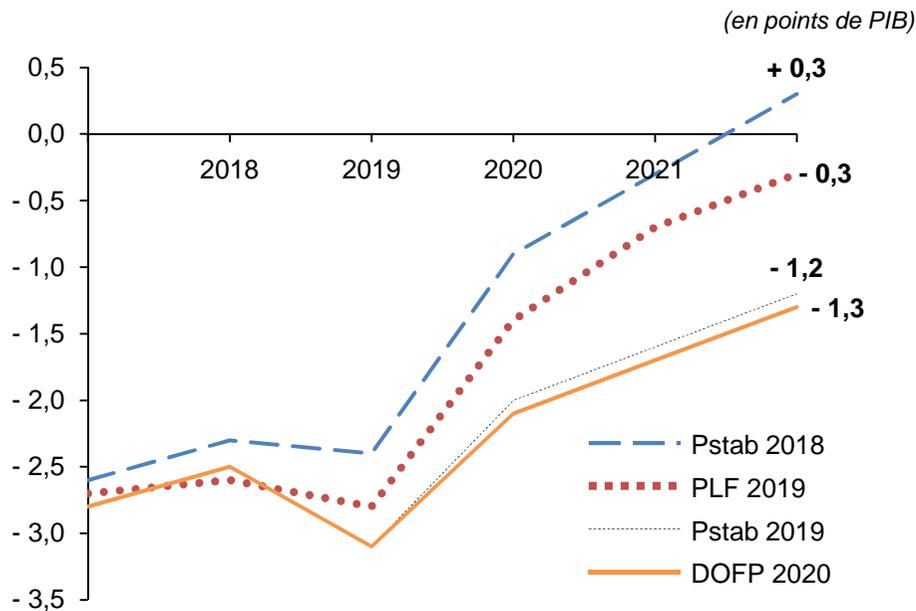
# Une trajectoire budgétaire dégradée

## Le coût des mesures annoncées à la suite du grand débat national n'est pas intégralement compensé et sera en partie reporté sur la prochaine majorité gouvernementale

- Alors que le coût des mesures annoncées à la suite du grand débat national est estimé à **6,4 milliards d'euros** par le Gouvernement en 2020, le montant des compensations pris en compte dans la trajectoire actualisée est limité à **4 milliards d'euros**.
- **Le Gouvernement n'a toutefois pas répondu sur la nature exacte des mesures de compensation sous-jacentes**, se contentant d'indiquer à ce stade que « *les pistes de financement concernent notamment la révision de certaines niches fiscales et sociales les plus inefficaces* », « *des mesures de maîtrise de la dépense toutes administrations publiques confondues* » et « *le décalage à 2023 de la suppression intégrale de la taxe d'habitation* ».
- **Le montant des compensations pérennes serait dès lors limité à 1,4 milliard d'euros**, puisque le Gouvernement inclut dans son estimation de 4 milliards d'euros le décalage à 2023 de la suppression intégrale de la taxe d'habitation, qui se traduit par une moindre baisse des prélèvements obligatoires de 2,6 milliards d'euros en 2022.
- **Le report à 2023 de la suppression complète de la taxe d'habitation pèsera néanmoins sur la prochaine majorité gouvernementale**, qui n'aura d'autre choix que d'achever la suppression de la taxe d'habitation.
- **Il n'est pas acceptable que le Gouvernement prenne des mesures sans en assumer le coût budgétaire**, ce qui n'est pas sans rappeler les pratiques de la précédente majorité.

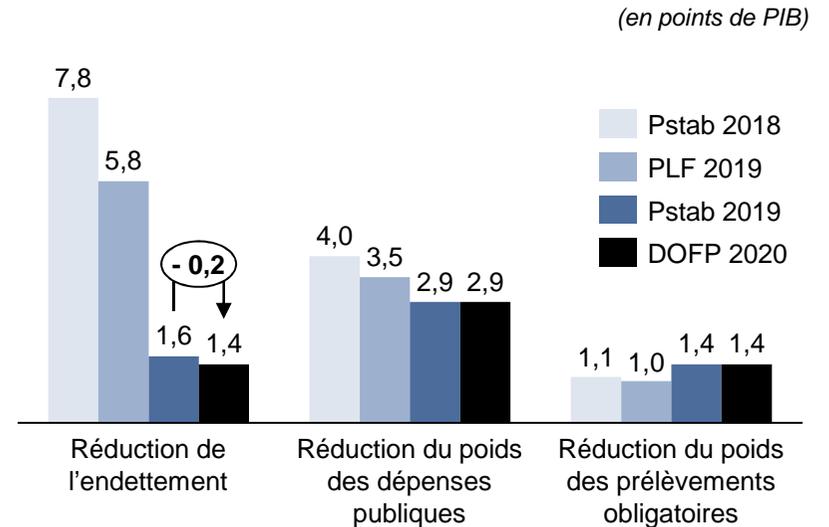
L'absence de compensation intégrale des annonces postérieures au grand débat national creuse le déficit de 0,1 point et l'endettement de 0,2 point par rapport au programme de stabilité d'avril 2019

### Évolution de la trajectoire de redressement du solde public entre 2017 et 2022



Source : commission des finances du Sénat

### Évolution des objectifs budgétaires du Gouvernement pour la période 2017-2022

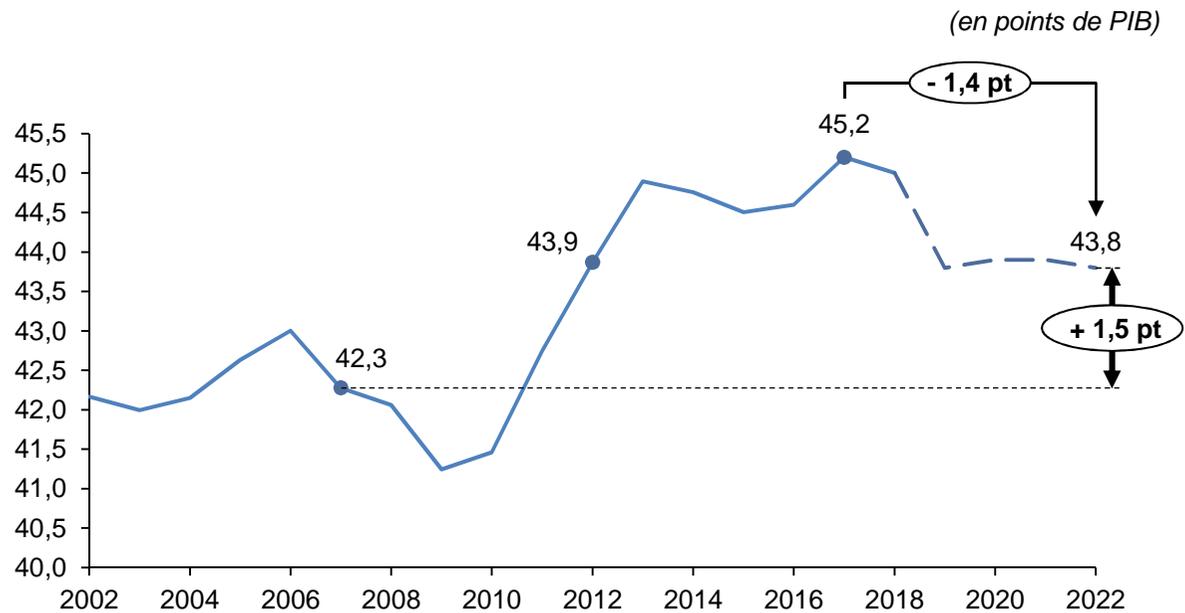


Note : l'absence de neutralisation de la mise en place de France compétences conduirait à une moindre réduction du poids de la dépense publique et des prélèvements obligatoires dans le cadre du PLF 2019, du Pstab 2019 et du DOFP 2020.

Source : commission des finances du Sénat

L'inflexion de la part des prélèvements obligatoires dans la richesse nationale devrait se poursuivre, sans pour autant retrouver le niveau d'avant-crise

### Évolution anticipée de la part des prélèvements obligatoires dans le PIB

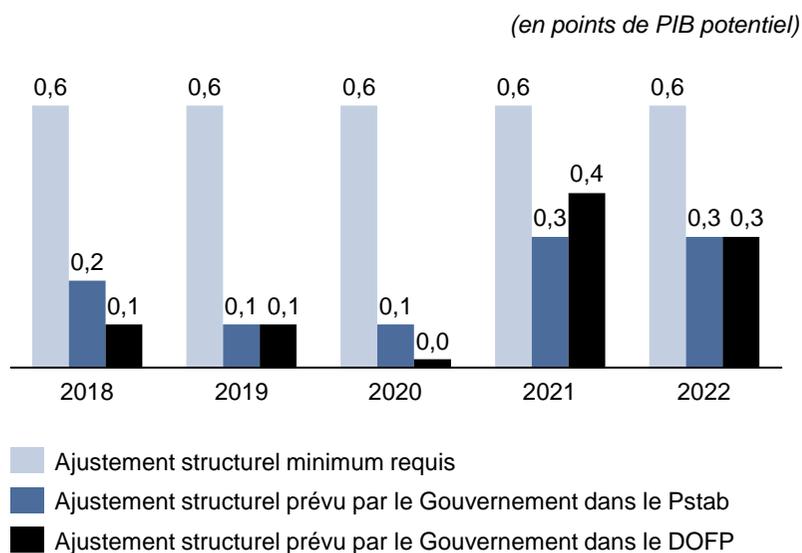


Note de lecture : l'absence de neutralisation de la mise en place de France Compétences aboutirait à augmenter le taux de prélèvements obligatoires de 0,2 point supplémentaire en fin de période.

Source : commission des finances du Sénat

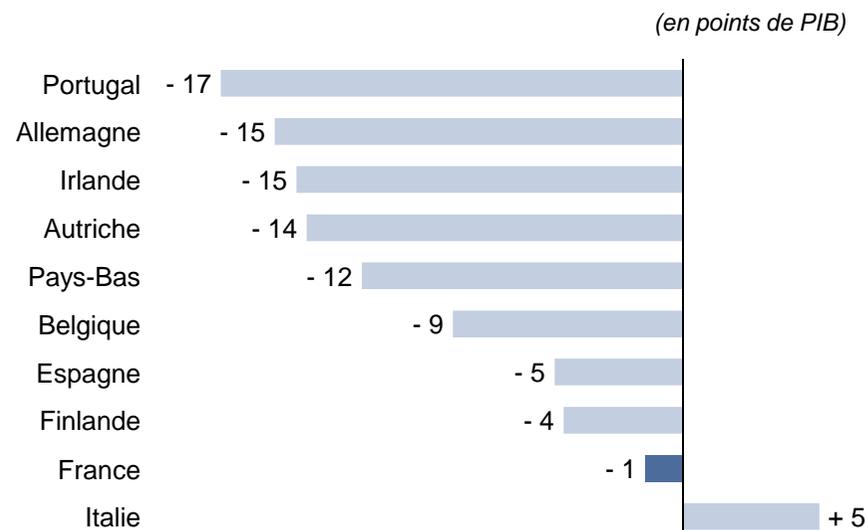
## Le choix de reporter le redressement des comptes publics apparaît singulier à l'échelle européenne

### Comparaison de la réduction du déficit structurel requise par les règles budgétaires européennes avec celle prévue



Source : commission des finances du Sénat

### Évolution prévisionnelle du taux d'endettement sur la période 2017-2022



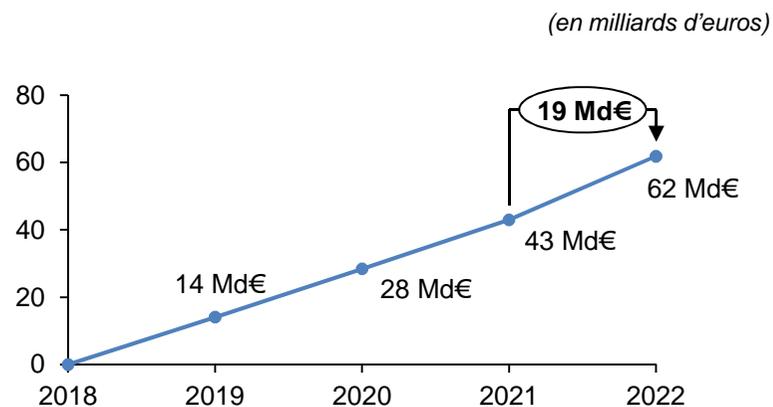
Source : commission des finances du Sénat (à partir des données d'exécution, de la trajectoire gouvernementale et des prévisions d'avril 2019 du FMI pour les autres pays de la zone euro)



**Une trajectoire budgétaire dont la  
crédibilité interroge**

**Aussi modeste soit-elle, l'amélioration des comptes publics prévue par le Gouvernement n'est nullement garantie, dès lors que l'effort d'économies est concentré sur la fin du quinquennat et reste très peu documenté**

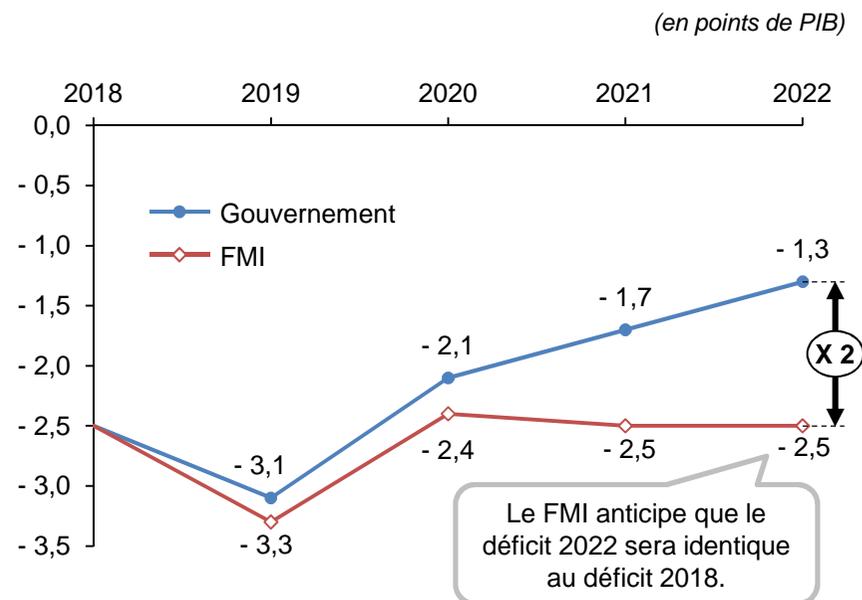
### Économies à réaliser pour respecter l'objectif d'évolution de la dépense publique



Note : les effets de la création de France Compétences sur la croissance de la dépense ont été neutralisés, afin de ne pas sous-évaluer les économies à réaliser en 2019 et 2020.

Source : commission des finances du Sénat (estimation réalisée à partir du tendancier d'évolution de la dépense publique retenu par la Cour des comptes dans son rapport sur la situation et les perspectives des finances publiques 2017)

### Comparaison des prévisions de solde public du FMI et du Gouvernement



Source : commission des finances du Sénat (d'après la trajectoire gouvernementale et les prévisions du FMI d'avril 2019)



# Une stratégie budgétaire contestable

La France bénéficie de conditions de financement historiquement favorables qui pourraient permettre de retrouver rapidement des marges de manœuvre budgétaires ou d'investir pour redresser le potentiel de croissance de l'économie

### Comparaison des prévisions de remontée des taux longs et de l'exécution

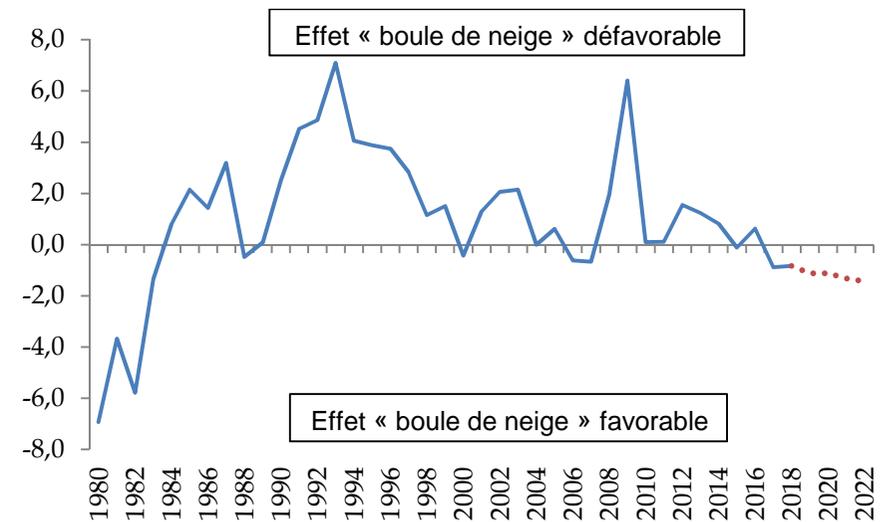
(niveau de l'OAT à 10 ans en fin d'année, en pourcentage)



Source : commission des finances du Sénat (d'après les documents budgétaires et les données de l'Agence France Trésor)

### Différentiel entre le taux d'intérêt apparent sur la dette et la croissance nominale en France

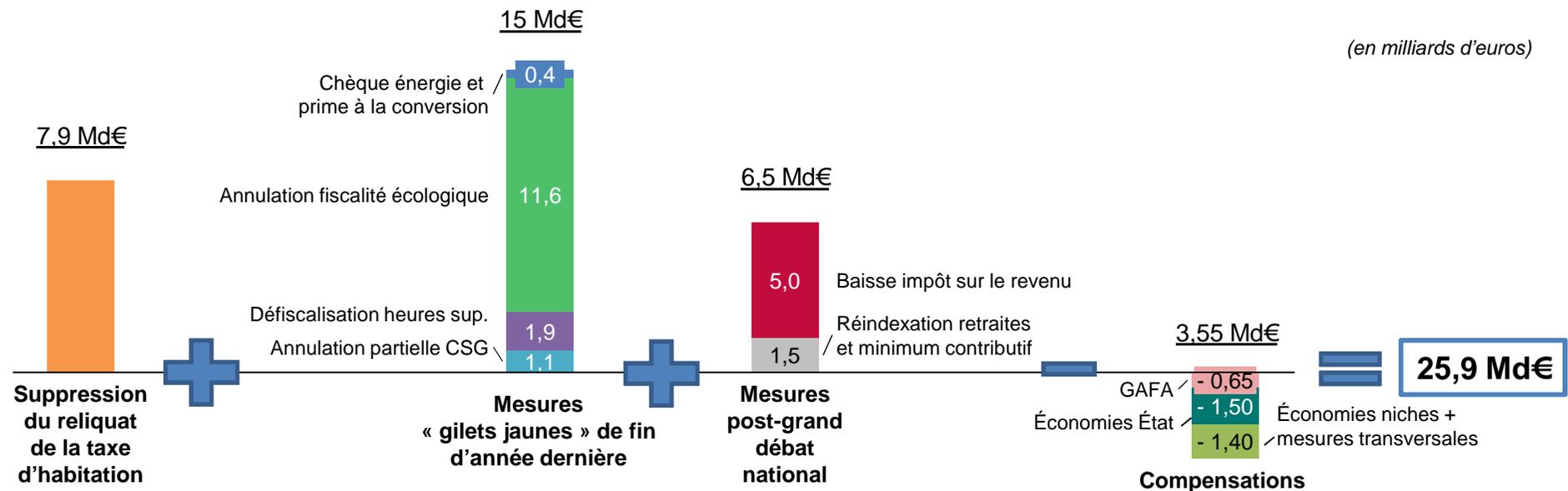
(en points)



Source : commission des finances du Sénat (d'après les données d'exécution de l'Insee et les prévisions du programme de stabilité 2019)

## Mais le Gouvernement choisit de financer des mesures de pouvoir d'achat à crédit sans préparer l'avenir, pour un coût qui peut aujourd'hui être évalué à 25 Md€ en 2023

### Estimation de l'effet sur le déficit 2023 des nouvelles annonces présidentielles depuis le programme de stabilité 2018



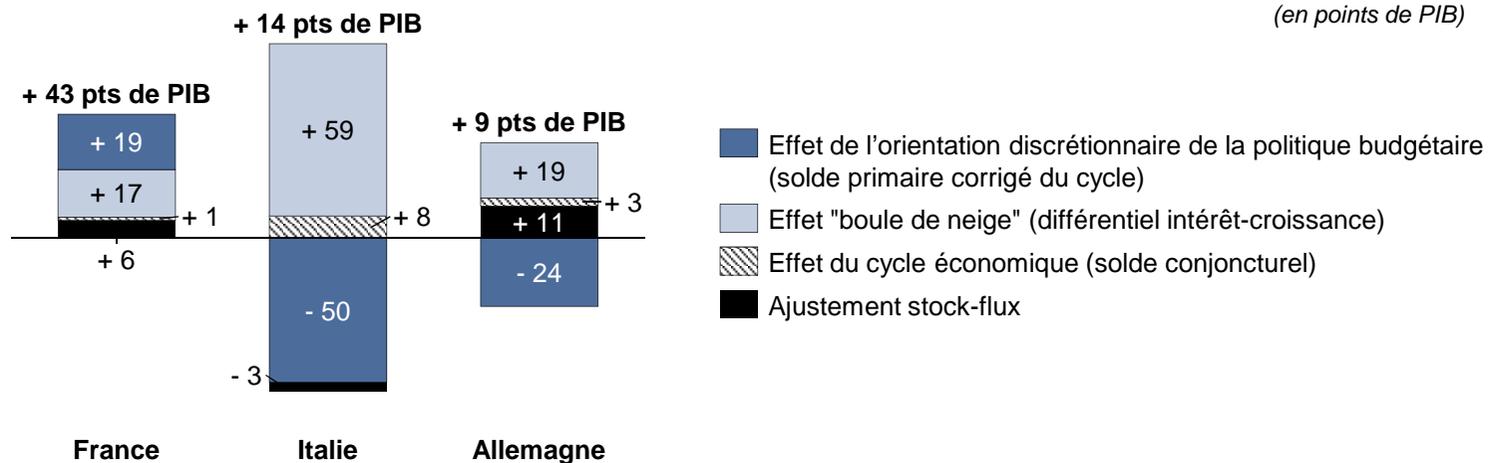
Note méthodologique : l'effet sur le déficit public 2023 des mesures « gilets jaunes » de fin d'année dernière ne comprend pas les mesures qui correspondent selon le Gouvernement à l'anticipation d'engagements initialement séquencés sur la période 2019-2022 (prime d'activité, désocialisation des heures supplémentaires). Le montant des compensations n'inclut pas le report de la baisse de l'impôt sur les sociétés qui, s'il permet de faire des économies en milieu de quinquennat, est neutre à compter de 2022. Il inclut en revanche les nouvelles compensations prévues au titre des mesures issues du grand débat national, pour un montant de 1,4 milliard d'euros, correspondant au montant global des compensations intégré par le Gouvernement à la trajectoire budgétaire 2017-2022 actualisée (4 milliards d'euros), minoré de l'économie temporaire lié au report d'un an de la suppression complète de la taxe d'habitation (2,6 milliards d'euros), ce dernier étant sans effet sur le déficit 2023.

15

Source : commission des finances du Sénat (d'après les chiffres du Gouvernement et de la Cour des comptes)

**Il s'agit d'un travers ancien : (i) la France n'a jamais su profiter des phases hautes du cycle économique pour infléchir sa trajectoire d'endettement**

### Décomposition de l'évolution du ratio d'endettement entre 1995 et 2017



Note de lecture : la hausse de 43 points du ratio d'endettement de la France entre 1995 et 2017 tient pour 19 points à l'orientation discrétionnaire de la politique budgétaire (accumulation de déficits primaires corrigés du cycle), pour 17 points à un effet « boule de neige » défavorable (différentiel intérêt-croissance positif), pour 6 points à l'ajustement stock-flux et pour 1 point à l'effet du cycle économique. À l'inverse, l'orientation discrétionnaire de la politique budgétaire a contribué à réduire l'endettement en Allemagne et en Italie.

Source : commission des finances du Sénat (calculs réalisés à partir de la base de données AMECO de la Commission européenne)

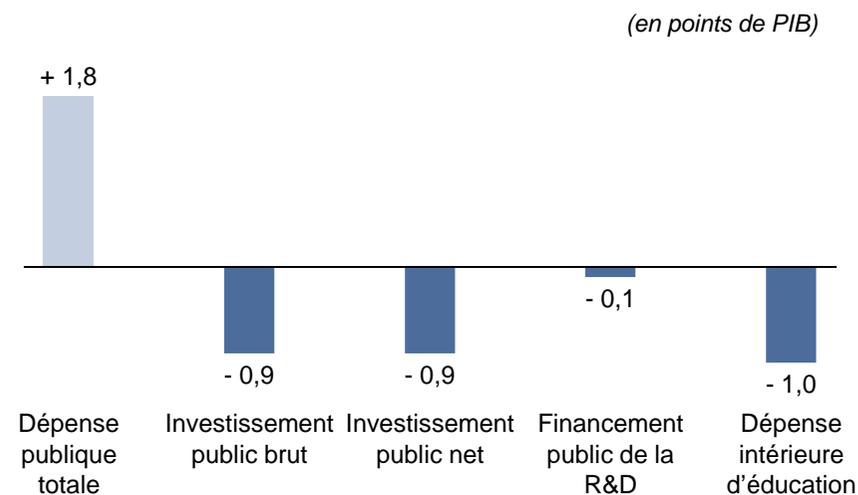
Il s'agit d'un travers ancien : (ii) si la France détient le record de l'OCDE en matière de dépense publique, elle est proche de la moyenne pour les dépenses utiles à la croissance et ces dernières tendent à se réduire

### Classement de la France au sein de l'OCDE pour différentes catégories de dépenses

	Classement OCDE	Part dans le PIB	Écart au pays comparable le plus dépensier	Année de référence
Dépense publique totale	1 <sup>ère</sup>	56,4	/	2017
Investissement public	13 <sup>ème</sup>	3,4	- 1,2 pt (Suède)	2017
Financement public de la R&D	8 <sup>ème</sup>	0,8	- 0,2 pt (Corée)	2015
Dépense publique en matière d'éducation	11 <sup>ème</sup>	3,4	- 1,2 pt (Norvège)	2016

Source : commission des finances du Sénat (d'après : Études économiques de l'OCDE sur la France, 2019) ; Perspectives de l'OCDE sur la science la technologie et l'industrie - base de données ; OCDE, Regards sur l'éducation 2018)

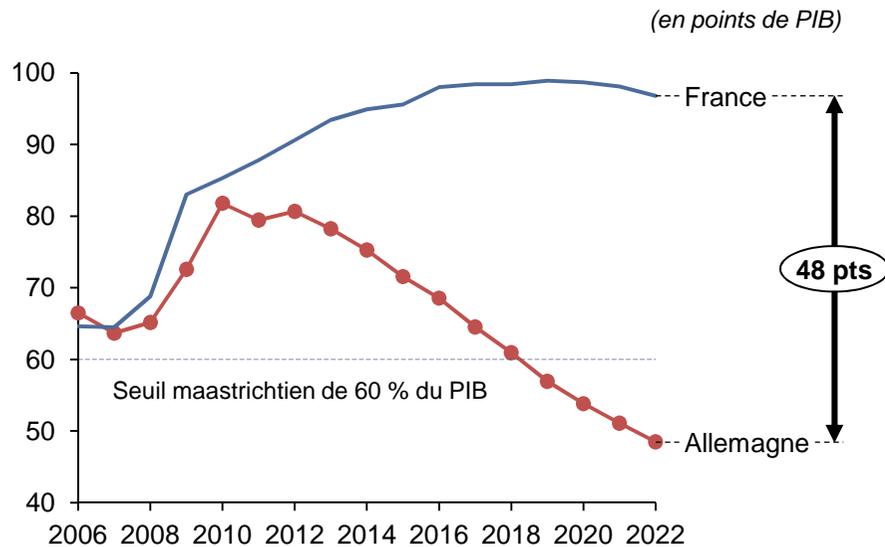
### Évolution du poids de différentes dépenses dans la richesse nationale entre 1995 et 2016



Source : commission des finances du Sénat (d'après les données de l'Insee)

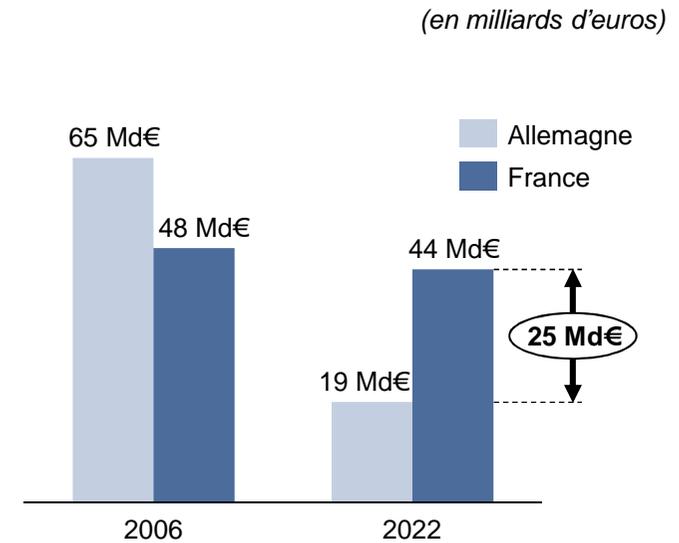
## La divergence avec l'économie allemande est un symbole des dysfonctionnements actuels

### Comparaison de l'évolution prévisionnelle du ratio d'endettement depuis 2006



Source : commission des finances du Sénat (à partir des données d'exécution, de la trajectoire gouvernementale et des prévisions d'avril 2019 du FMI pour l'Allemagne)

### Évolution anticipée du montant annuel des intérêts payés par la France et l'Allemagne à leurs créanciers



Source : commission des finances du Sénat (à partir des données d'exécution, de la trajectoire gouvernementale et des prévisions d'avril 2019 du FMI pour l'Allemagne)



## Débat d'orientation des finances publiques 2020

Albéric de Montgolfier, rapporteur général  
Commission des finances  
Mercredi 10 juillet 2019

